

Opposer l'utopie de la paix à la réalité de la guerre

Nils Andersson

1918, au terme de la der des der, les puissances coloniales européennes sortent affaiblies, les États-Unis deviennent la plus grande puissance, le Japon se voit accorder un strapontin, la révolution bolchevik met en mouvement des forces sociales... 1945, l'Axe défait, bloc contre bloc, c'est l'irréductible confrontation entre deux camps : occidental et soviétique et l'irruption du tiers-monde... 1990, la guerre froide s'achève avec la liquéfaction de l'URSS, les États-Unis deviennent hégémoniques comme aucune autre puissance ne l'a été dans l'histoire. Qu'il s'agisse des rapports de forces entre puissances, des contradictions économiques et idéologiques qui les traversent, les mondes en 1919, 1945, 1990, ne sont en rien comparables, mais chacun procède de celui qui le précède.

Le monde actuel, lui aussi n'est en rien comparable à celui de 1990, en quoi procède-t-il de celui qui le précède ? La chute du Mur et la dissolution du monde communiste laissent alors penser aux États-Unis et à leurs alliés atlantistes que « l'Histoire est finie », que le monde devenu un « monde du droit et de paix », rien ne peut brider ni entraver l'établissement de la démocratie libérale et de l'économie de marché. « Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour apporter l'espoir de la démocratie, du développement, du marché libre et de libre-échange aux quatre coins de la planète.¹ » La réalité fut autre, l'après-guerre froide, temps très bref dans l'histoire, a été un temps d'interventions militaires² et de guerres du Golfe, de Bosnie, du Kosovo, de Somalie, du Rwanda, d'Afghanistan, d'Irak, de Libye, de Syrie, du Sahel...

Si, aujourd'hui, la mondialisation économique et financière néolibérale est une réalité sur la quasi-totalité du globe, deux piliers de la stratégie de sécurité nationale des États-Unis, la théorie du *state-building* – modeler États et sociétés à leur image – et celle du *containment* – empêcher l'émergence de puissances pouvant contester leur hégémonie – sont en échec. Depuis 1991, les guerres menées par les États-Unis et ses alliés atlantistes, en manipulant l'ONU, violant le droit de la guerre, ravageant des pays, faisant des morts par centaines de milliers³ et déplaçant des populations par millions, ont toutes été gagnées militairement, mais Kaboul le symbolise, nulle part les puissances occidentales n'ont pu imposer la paix du vainqueur sans laquelle il n'est pas de victoire. Le désordre et l'anarchie règnent en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Somalie, dans le Sahel... des tensions et conflits en Bosnie, au Kosovo, en Syrie... Si l'exploitation économique et sociale peut s'imposer par les armes, le *state-building*, le mode de société non.

1 Stratégie de sécurité nationale des États-Unis, septembre 2002.

2 Depuis 1991, les États-Unis ont effectué plus de 100 interventions militaires extérieures.

3 500 000 pour les guerres d'Irak et d'Afghanistan. Watson Institut, novembre 2018.

Échec également de la politique de *containment*. Au sortir de la période post-guerre froide, l'hégémonie des

États-Unis et plus largement celle du monde occidental se voient contestées, jusqu'à s'interroger dans des cercles politiques et militaires sur une « désoccidentalisation du monde ». Interrogation découlant de l'émergence au tournant du XXI^e siècle, de la Chine, contestant l'hégémonie des États-Unis. Que cette hégémonie, la *doxa* des classes dirigeantes états-uniennes affirmée dans le *Projet d'un nouveau siècle américain*,⁴ puisse l'être, c'est là, une contradiction inter-impérialiste majeure, de celle qui se résout par la guerre.

De l'après-guerre froide au monde qui suit

Au sortir de la guerre froide, la dissolution du Pacte de Varsovie pose la question de la raison d'être de l'alliance atlantique. L'Europe est une pièce essentielle du puzzle hégémonique états-unien dont l'OTAN est l'instrument militaire. Pour Washington, l'enjeu est d'importance, il s'agit du maintien de la présence de bases militaires, d'ogives nucléaires et de centres d'écoutes sur le continent européen. James Baker, secrétaire d'État, propose une « communauté euro-atlantique » dans le but d'éteindre toute tentation d'une défense européenne. C'est chose avalisée, en novembre 1991, avec la *Déclaration de Rome* du Conseil de l'Atlantique Nord qui souligne la « permanente validité » de l'Alliance atlantique et ratifie un concept stratégique post-guerre froide fixant de nouvelles missions qui sont la gestion des crises sur le continent européen – elle trouve sa justification dans la déstabilisation de l'ex-Yougoslavie et ouvre le champ à une

intervention des États-Unis lors des guerres de Bosnie et du Kosovo – et l'élargissement de l'OTAN à des interventions hors zone euroatlantique, transformant celle-ci en bras armé du monde occidental. La mainmise des États-Unis sur la « sécurité européenne » est ainsi assurée et l'OTAN devient le gendarme du monde.

Les frontières de l'Europe sont une autre composante de la politique hégémonique des États-Unis. Avec le passage de la Russie à une économie de marché, le projet de Gorbatchev était de « rejoindre la maison Europe ». Pour cela il a multiplié les concessions à Ronald Reagan sur la question atomique, à Helmut Kohl sur la réunification de l'Allemagne, à James Baker sur l'élargissement de l'OTAN, à George Bush père en signant l'Accord Start de réduction des armes stratégiques. Des gouvernements européens étaient ouverts à ce projet, Reagan lui-même, mais, les « néocons » gagnant en influence, Bush père devenu président, s'oppose à l'idée de « maison commune. »

Jeffrey Sachs⁵, alors conseiller économique auprès de gouvernements de l'Europe de l'Est et de la Russie, rapporte un épisode éclairant. À sa proposition de créer un fonds de stabilisation et d'annuler une partie de la dette pour résoudre la crise économique et financière de la Pologne dans la phase de passage à une économie

4 Project for the New American Century

5 Aujourd'hui, consultant spécial du Secrétaire général des Nations unies.

de marché, Washington répond favorablement dans un délai de huit heures. Ces mesures s'étant avérées efficaces, quand, pour la Russie, confrontée, elle aussi, à une profonde crise économique⁶, Jeffrey Sachs propose les mêmes mesures pour juguler une grave déstabilisation sociale, celles-ci sont immédiatement rejetées. Il s'en étonne, son interlocuteur du département d'État lui répond : « Cela n'a pas d'importance que je sois d'accord avec vous ou non, cela ne se fera pas. » La « maison Europe », incluant la Russie, représente pour l'administration états-unienne un risque à terme d'émancipation du continent : la Russie doit être mise à genoux, humiliée, Eltsine sera la potiche de service.

Plus encore, il s'agit de poursuivre, avec l'extension de l'OTAN, la politique de *containment* de ce qui fut l'URSS. Alors que le processus de réunification allemande est en cours, le 9 février 1990, Gorbatchev et James Baker, s'entretiennent sur le sujet. À l'affirmation de Gorbatchev : « Il est entendu, c'est clair, que l'élargissement de la zone de l'OTAN est inacceptable », Baker répond : « Nous sommes d'accord avec cela »⁷ Mais, ce même mois de février 1990, George H.W. Bush interroge le gouvernement de la République fédérale « sur le rôle et la place de l'OTAN par exemple "en étendant (son) champ territorial à l'Europe de l'Est". ». Hans-Dietrich Genscher, le négociateur de la réunification allemande, dont la position est de « prendre au mot » les déclarations de Gorbatchev, s'oppose à un élargissement de l'OTAN, une exigence inacceptable pour ce qui est encore l'Union soviétique, le processus de réunification s'en trouverait bloqué.

L'Accord de réunification de l'Allemagne est signé le 3 octobre 1990, le 11 octobre, George H.W. Bush demande à Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN, son avis « d'inclure les États baltes » dans l'OTAN. Wörner, la réunification de l'Allemagne actée, accepte. Les États-Unis vont dès lors dicter à l'Europe l'élargissement de l'OTAN, intégrant 14 pays de l'Europe orientale dont l'intégration précède toujours (sauf pour les États de l'ex-Yougoslavie), leur adhésion à l'Union européenne.

Cauchemardesque engrenage

Pour la Russie, l'élargissement à l'Ukraine et à la Géorgie signifie une présence de l'OTAN le long de sa frontière occidentale, une ligne rouge. Les atlantistes n'en tiennent nul compte. Les faits sont connus, mais les occultations médiatiques en justifient le rappel. Dès 1991, l'Ukraine devient membre du Conseil de coopération nord-atlantique, en 1997, elle signe la Charte de partenariat spécifique avec l'OTAN, depuis 2007, la commission OTAN-Ukraine supervise le processus de son intégration. En 2017, le parlement ukrainien vote une loi faisant de l'adhésion à l'OTAN un objectif stratégique, amendement qui sera inscrit dans la Constitution ukrainienne.

⁶ La Russie a connu, entre 1989 et 1997, une chute du PIB de 50% et une baisse de 45% des salaires. Et en six ans de 1988 à 1994, l'espérance de vie a baissé de cinq ans (de 69,5 ans à 64,5 ans).

⁷ Version anglaise et russe du procès-verbal.

Dimitri Minic, chercheur à l'IFRI, souligne la montée des tensions en 2021 : « En mai 2021, exercice militaire *Defender Europe 21* organisé par les États-Unis et 26 pays européens, livraisons d'armements à l'Ukraine par les États-Unis, nominations de personnalités que Moscou considère comme des « nazis fanatiques » à des postes importants. Utilisation de missiles Javelin et du drone Bayraktar par l'Ukraine dans le Donbass entre octobre et novembre 2021. Présence du navire de commandement américain *Mount Whitney* en mer Noire, déploiements de chasseurs-bombardiers F-16 et de chasseurs F-22 près du Kamtchatka entre le printemps et octobre et de deux groupes de chasseurs-bombardiers F-15E en Roumanie et en Bulgarie. Présence de laboratoires chimiques et biologiques américains en Ukraine pour prétendument préparer une guerre biologique contre la Russie a été constatée au moins plusieurs semaines avant le début de « l'opération militaire spéciale ».⁸

Pour répondre à cet engrenage, le 1^{er} janvier 2021, Vladimir Poutine demande des garanties que l'Ukraine ne sera pas intégrée à l'OTAN, Jens Stoltenberg, Secrétaire général, fait savoir qu'aucune concession ne sera faite sur cette question. Le 14 décembre 2021, la Russie présente un projet d'accord de sécurité européen comprenant la demande de non-intégration de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN et que les États-Unis n'installent pas de bases militaires dans les pays de l'ex-Union soviétique. Josep Borrell, haut représentant de l'Union européenne, déclare : « Ces délimitations des sphères d'influence n'ont pas leur place en 2022. » Refuser à l'Ukraine et à la Géorgie l'adhésion à l'OTAN est une politique de zone d'influence, mais inclure ces deux États dans l'OTAN ne l'est pas...

Comme les fusées soviétiques à Cuba étaient une ligne rouge pour les États-Unis, la présence de l'OTAN à ses frontières l'est pour la Russie. Sauf que lors de la crise de Cuba, voie de la guerre ou voie de la négociation, la négociation fut choisie. Ce qui signifie, en fonction du rapport de forces, de chercher et trouver un compromis. Kennedy s'est engagé, par écrit, que les États-Unis n'envahissent pas Cuba, l'URSS à retirer les fusées de Cuba et, accord secret, dans les mois qui suivent, les fusées US en Turquie et Italie furent également retirées. Dans la crise présente, la voie choisie est celle de la confrontation.⁹ Le 11 janvier 2022, lors d'une réunion du Conseil OTAN-Russie : « La Russie insiste pour que l'Ukraine se voie refuser l'adhésion à l'OTAN et que le déploiement des troupes et de l'équipement de l'alliance en Europe de l'Est soit ramené au niveau de 1997... Ces demandes ont été rejetées par l'alliance. »¹⁰ Jens Stoltenberg déclare alors que « la menace d'une nouvelle guerre en Europe est très réelle. »

Politique de puissance contre politique de puissance, l'engrenage de la déraison jusqu'à l'irréversible est engagé. En envahissant l'Ukraine, la Russie en porte la responsabilité. « Oui, il faut le dire et le dire encore, l'agression de l'Ukraine par

⁸ Dimitri Minic, *Invasion russe de l'Ukraine. Une rupture politico-stratégique*. Notes de l'IFRI, 2022.

⁹ *Le Temps*, a révélé la livraison par l'OTAN, depuis l'automne 2021, de centaines de systèmes de lanceurs de missiles antichars Javelin et le Royaume-Uni de 2000 lanceurs de missiles antichars NLAW.

¹⁰ CBC News, 12 janvier 2022.

la Russie est à condamner comme une guerre impérialiste, oui, les peuples sont les premières victimes des horreurs de la guerre, oui il n'y a pas de guerre sans abominations et crimes de guerre, oui il est légitime de résister à un agresseur, oui... Cela affirmé, réaffirmé, sachant que l'ignominie de la guerre est pire que ce que l'on conçoit, au-delà du flot médiatique, tout reste à connaître de sa réalité, là où elle se déroule, tout reste à analyser, qu'il s'agisse de ses enjeux globaux et des intérêts géopolitiques qui interfèrent, tout reste à comprendre des raisons et justifications de l'intervention ou de l'inconsidéré qui décide de la guerre. »¹¹

Le monde qui suit

Dans le monde de l'après post-guerre froide, la contradiction principale oppose dans la lutte pour l'hégémonie mondiale les États-Unis et la Chine. L'émergence de la Chine représente un bouleversement géostratégique qu'aucun n'imaginait il y a quarante ans.¹² Certes, la Chine a été pendant des siècles la première puissance et économie de la planète, elle représentait en 1820 33 % du commerce mondial, mais il ne s'agissait pas alors d'un monde capitaliste mondialisé. Au XIX^e siècle, l'expansionnisme colonial des puissances européennes, des États-Unis et du Japon impérial allait soumettre la Chine à la politique de la canonnière et à l'imposition de traités inégaux, ce qui est ressenti comme le « siècle d'humiliation. » (*Bǎinián Guóchǐ*). Aujourd'hui, la Chine première puissance mondiale est une perspective inacceptable pour la puissance dominante.

La guerre en Ukraine modifie-t-elle la teneur de la contradiction principale ? Depuis les années 1990, engagés dans une succession de guerres (de celle du Golfe à celle de Libye) et depuis une dizaine d'années en multipliant les déclarations agressives à l'encontre de la Chine, considérée comme un « rival systémique » et de la Russie, considérée comme une menace pour « l'ordre libéral international », les puissances atlantistes étaient les principales responsables des politiques de tension, de militarisation et de surarmement porteuses de guerres. La guerre en Ukraine ne modifie pas la teneur de la contradiction principale, mais elle fait de la Russie un agresseur, fauteur de guerre, légitimant l'OTAN comme « force de défense et d'intervention » du monde occidental ainsi que le conditionnement des opinions publiques à la guerre.

Reste à entendre que la guerre en Ukraine est surdéterminée par la contradiction entre les États-Unis et la Chine. La déclaration de Joe Biden, le 21 mars 2022 est éloquent : « Je pense que la guerre en Ukraine nous offre des opportunités significatives pour faire de vrais changements. Comme l'un de mes principaux militaires m'a dit l'autre jour lors d'une réunion de sécurité, soixante millions de personnes sont mortes entre 1900 et 1946 ; et depuis lors, nous avons établi un ordre mondial libéral, ce qui n'était pas arrivé depuis longtemps. Beaucoup de gens sont morts, mais nous sommes loin du chaos. Et maintenant, c'est le moment

¹¹ NA, Webinaire UITC, *Nouvelles conflictualités - Évolution de la violence guerrière et des rapports de force dans un monde globalisé* (4 juillet 2022)

¹² En 1990, le PIB de la Chine représentait 6,7% de celui des États-Unis, en 2020, il en représente 71,1% et elle est devenue la principale puissance commerciale.

où les choses changent. Nous allons, il va y avoir un nouvel ordre mondial là-bas ; et nous devons le diriger et nous devons unir le reste du monde libre pour le faire.»¹³ Soixante autres millions de morts ! Les gouvernements des pays membres de l'OTAN acceptent-ils de faire payer ce prix à leurs peuples et à ceux du monde pour établir un nouvel ordre mondial assurant le maintien de l'hégémonie des États-Unis ?

Le résistant engrenage

La contradiction entre les États-Unis et la Chine se différencie profondément de celles précédentes. Le Royaume-Uni, hégémonique au XIX^e siècle, se voyait contesté par d'autres puissances, mais elles étaient européennes, contradictions intra-européennes qui ont engendré deux guerres mondiales. En 1945, l'Europe très affaiblie et les luttes de libération nationale mettant fin aux empires coloniaux, les États-Unis sont la puissance dominante. L'implosion de l'Union soviétique en font la puissance hégémonique, mais c'est l'Europe « la source de culture d'où sont parties toutes les influences qui se sont exercées sur les Amériques. »¹⁴ La contradiction actuelle se différencie dans ce que le monde est globalisé, mais aussi qu'elle oppose pour l'hégémonie mondiale une nation occidentale à une nation non occidentale ; elle est une contradiction entre des modes de penser, des systèmes de valeurs, des cultures, des civilisations (de la Chine et de l'Indus, de la Mésopotamie et de la Méditerranée).

Cela demande de comprendre les autres, les déchirures de l'Histoire, attention à la mémoire des peuples et aux rancœurs dues aux humiliations. Ce qu'ignore délibérément Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité quand il déclare : « Oui, l'Europe est un jardin. Nous avons construit un jardin. Tout fonctionne. C'est la meilleure combinaison de liberté politique, de prospérité économique et de cohésion sociale que l'humanité ait pu construire... Le reste du monde n'est pas exactement un jardin. La plus grande partie du reste du monde est une jungle, et la jungle pourrait envahir le jardin. »¹⁵ Confondant discours, hiérarchie des systèmes et des valeurs que le cours de l'Histoire relativise. Cinq siècles de conquêtes et d'exploitation coloniale, deux guerres mondiales, un monde dont le Nord a exploité et pillé le Sud, n'en font pas un « jardin exemplaire ». Cette logique de « choc des civilisations », qui serait une guerre terrestre, maritime, jusqu'à l'exosphère, qui concernerait des populations se comptant par centaines de millions, qui ajouterait aux victimes, destructions et abominations, une crise écologique irrémédiable, est-elle résistible ?

Si l'on veut une date d'entrée dans cette logique de guerre interétatique, 2014 fait référence. C'est l'année où, face à l'impasse afghane, il est mis fin à l'intervention de l'OTAN (sous couvert de la FIAS) en Afghanistan. L'année où est proclamé l'État islamique qui marque l'échec des politiques de guerre contre l'intégrisme

¹³ Intervention lors de sa rencontre trimestrielle avec le lobby Business Roundtable.

¹⁴ Conférence de Stephen Spender. Rencontres internationales de Genève, 1946

¹⁵ Discours pour le lancement d'une Académie diplomatique européenne, Bruges, 13 octobre 2022

salafiste. L'année, après l'adoption en 2012 par l'administration Obama de l'Asie-Pacifique comme pivot de la « nouvelle stratégie militaire » où il est mis fin à la neutralité de Washington sur la souveraineté de la Chine dans la mer de Chine. C'est aussi l'année de la guerre du Donbass et de Crimée.

Tournant marquant la fin des « guerres asymétriques » et un retour aux guerres de haute intensité, introduisant l'adoption de la guerre hybride par l'OTAN ou « guerre hors limite » pour la Chine, « dont l'objectif est de disloquer, détruire et transformer les cibles à son avantage, d'affaiblir la partie adverse en menant des actions non militaires et militaires, ouvertes et secrètes, combinant politique, diplomatie, économie, informationnel ... pouvant devenir un conflit armé de haute intensité. »¹⁶ Tous les domaines qu'ils soient politique, économique, diplomatique, social, culturel, scientifique, technologique, sont des terrains de confrontation dans le but de gagner la guerre « avant la guerre » et par la guerre.¹⁷ Hybridité ainsi définie par le général Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées : « Avant, les conflits s'inscrivaient dans un schéma "paix/crise/guerre". Désormais, c'est plutôt un triptyque "compétition/contestation/affrontement". » Et de préciser : « Il n'y a plus de phases de paix, mais des phases de compétition. »¹⁸

Il n'y a plus de phases de paix, ce que justifient les politiques de surarmement. Les dépenses militaires dans le monde, 89,9 % supérieures à celles de 1996 en 2021, explosent en 2022, faisant se poser la question : « Les géants de l'armement pourront-ils honorer l'avalanche de commandes ? »¹⁹ En Europe, selon un rapport de *State Watch* les lignes budgétaires 2021-2027 du Fonds européen de défense ont augmenté de 1 256 %.²⁰

À la démultiplication des capacités de tuer et de détruire, s'ajoute une politique d'endoctrinement des opinions avec une réactivation de l'argumentaire de la guerre froide : communisme devenant régimes totalitaires et monde libre, sécurité collective, qui se manifeste dans une logorrhée médiatique de conditionnement des opinions qui dépasse en intensité les phases les plus tendues de la guerre froide. Guerre de l'information qui « passe par des manœuvres d'influence classiques, pour distiller ou marteler une information contrôlée ou orientée, et à l'image de la publicité ou du lobbying, cibler un type de population, une catégorie sociale. »²¹ Endoctrinement qui s'accompagne de dispositifs allant du SNU (Service national universel) pour l'embrigadement de la jeunesse à la résilience de la population aux conséquences de la guerre. « Les citoyens sont-ils prêts à accepter un niveau de perte que nous n'avons pas connu depuis la Seconde Guerre mondiale ? »²² Pour y répondre, l'état-major des armées a constitué, sous l'acronyme HEM (Hypothèse d'engagement majeur), dix groupes pour se

16 Dr Guillaume Lasconjarias, chercheur au Collège de défense de l'OTAN.

17 NA. *Parler de guerre*, Les Utopiques, n° 21, 2022.

18 Vision stratégique adoptée par le gouvernement et présentée à la presse, 4 octobre 2021.

19 Ken Moriyasu, *Nikkei Asia*, 9 août 2022.

20 State Watch, *At what La guerr? Funding the EU's security, defence, and border policies, 2021-2027*.

21 Club défense de l'École de Guerre Économique, 21 mars 2022.

22 Valeurs actuelles, 25 juin 2021.

préparer à une guerre de haute intensité, un des groupes a pour mission de renforcer la résilience à la mort.

Opposer au monde d'Huntington celui de raison

Robert Castel disait « nous nous préoccupons toujours du sort de notre pays alors que nous devrions nous soucier du sort du monde ». La guerre en Ukraine en est un exemple. Jamais, de façon si ouverte et brutale, même au temps des guerres de décolonisation, il fut affirmé en France et dans le monde occidental un égocentrisme occidental aussi affirmé que celui que démontre l'accueil, pleinement justifié, des réfugiés ukrainiens à celui réservé aux réfugiés victimes de nos guerres, celles d'Afghanistan, d'Irak, du Sahel ; à celui réservé aux réfugiés de la misère et de la faim dues à l'exploitation coloniale et à l'échange inégal Nord-Sud, dont nous sommes les principaux responsables. L'odieuse polémique autour de l'Ocean Viking dévoile la permanence de notre aliénation coloniale.

Conséquences de ce ségrégationnisme, du « deux poids, deux mesures », les populations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique du Sud ne s'alignent pas sur l'unanimisme atlantiste concernant la guerre en Ukraine. En être surpris, c'est refuser d'entendre que pour elles l'impérialisme, celui qu'elles ont subi, c'est notre impérialisme et pas l'impérialisme russe, que des génocides sur leurs continents furent commis par des puissances occidentales, que, de tous les racismes, celui colonial, blanc, a été le plus brutal et le plus aliénant. La surprise est devenue étonnement pour les chancelleries quand ce clivage se manifesta au niveau des gouvernements, dont certains étroitement liés à l'Occident. Une première démonstration fut le vote à l'ONU pour condamner l'intervention armée de la Russie en Ukraine, la résolution n'a pu être adoptée que parce ce qu'elle ne « condamnait » pas, mais « déplorait » l'intervention de la Russie et se limitait à demander le retrait des troupes russes.²³

L'étonnement devint préoccupation quand les pays africains, Israël, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis dans le Moyen-Orient, les pays asiatiques, hors le Japon et ceux d'Amérique latine à l'exception de la Colombie, du Paraguay et de l'Équateur, ont refusé ou n'ont pas appliqué les sanctions prises à l'encontre de la Russie. Pour se transformer en questionnement quand l'Argentine, l'Algérie, l'Iran demandent d'adhérer aux BRICS et que l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Turquie, le Mexique, le Venezuela, le Nigéria et d'autres États, envisagent de rejoindre une organisation qui conteste la domination économique de l'Occident et du dollar. Cela révèle une résurgence d'un tiers-monde qui n'est plus porteur de la décolonisation, se voulant une troisième force entre l'Est et l'Ouest et revendiquant des relations économiques plus équitables, mais celui d'un tiers-monde conscient que la mondialisation capitaliste a modifié le rapport de force entre le Nord et le Sud.

Cette fissure au niveau des gouvernements, plus marquée encore à celle des populations, révélée par la guerre en Ukraine, fait apparaître un monde dans

²³ Malgré la « non-condamnation », 25 États africains, 18 asiatiques et 5 d'Amérique du Sud, n'ont pas soutenu la résolution.

lequel les États-Unis ne dictent plus leur politique et une Europe alignée, sans autonomie, installée dans sa dépendance. Dans ce monde qui est celui à la sortie de la phase post-guerre froide, la pire des réactions et celle de la forteresse, de la peur de l'autre dans laquelle nous entraînent les atlantistes otaniens, les jusqu'aux-boulistes de la guerre et les discours racistes et xénophobes. Entre des États ayant des intérêts divergents, dont les peuples et les cultures diffèrent, souvent antagonistes dans l'Histoire, y a-t-il une autre voie, résistible à la guerre, que celle de l'écoute, de la concertation, de l'acceptation de l'hétérogénéité, d'un autre partage, d'un multilatéralisme resté l'illusion des Nations unies.

Et alors ?

La part d'incontrôlable dans la guerre en Ukraine peut en faire le Sarajevo ou le Dantzig d'une troisième guerre mondiale si la volonté politique de négociations et l'acceptation de compromis ne s'imposent pas comme lors de la crise de Cuba.

Oui, la Russie est affaiblie en raison d'une intervention en Ukraine à l'encontre de l'effet de sidération, en raison de services de renseignements défaillants, qu'il s'agisse, hors celles du Donbass, de l'appréciation des sentiments des populations ukrainiennes ou de la sous-estimation de l'armée ukrainienne. Si elle s'est effondrée en 2014, depuis lors, intensivement formée et équipée par les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada,²⁴ elle était considérée en 2021 comme la vingt et unième armée dans le monde, à l'égale de celle de la Pologne et de l'Espagne.²⁵ Mais aussi, la non-perceptibilité que la guerre en Ukraine allait reconstituer l'OTAN considérée comme en « état de mort cérébrale. » Ce à quoi s'ajoutent des interrogations sur la rigidité du fonctionnement de la chaîne de commandement de l'armée russe, sur la logistique, par exemple, le besoin de drones iraniens ou turcs, ou encore, la sous-estimation combien la Russie reste identifiée au communisme, jusqu'à la permanence de sentiments racistes envers les slaves ces « sous-hommes et barbares » selon les théories aryanistes.²⁶

Ce constat permet-il de penser qu'il est possible de transformer cet échec en défaite de la Russie ? C'est le discours de guerre de l'amiral Charles Richard, qui dirige le Commandement stratégique du Pentagone (Stratcom) : « La crise ukrainienne dans laquelle nous nous trouvons actuellement n'est qu'un échauffement... Le grand conflit arrive. »²⁷ Discours qu'intègre Emmanuel Macron quand dans les « défis du futur » sont indiqués : « le risque de guerre de haute intensité entre États » et « la grande confrontation stratégique de demain. »²⁸ Ce à quoi Xi Jinping fait écho : « l'instabilité et l'incertitude de la situation sécuritaire de la Chine augmentent... l'armée doit concentrer toute son énergie à

24 Sur la base militaire de Yaroviv, d'une superficie de 390 km², qui sert aux exercices militaires conjoints entre les forces ukrainiennes et celles de l'OTAN, il a été formé chaque année 10 000 hommes.

25 Globalfirepower 2022.

26 Il n'est pas place pour les Slaves, sous-hommes et barbares. Référence : Alain Policar, *Sciences et démocratie : Célestin Bougié et la métaphysique de l'hérédité*, 1999.

27 Discours lors du symposium annuel de l'industrie sous-marine 2022. Newsweek, 9 novembre 2022.

28 Discours lors de la présentation de la Revue nationale stratégique, 9 novembre 2022.

la guerre... renforcer de manière globale l'entraînement et la préparation à la guerre. »²⁹

La guerre en Ukraine est un exercice en situation réelle d'essais et d'utilisation d'armements, d'analyses tactiques et stratégiques, sur la résilience des armées et des populations.

Ce n'est pas là un monde apocalyptique, mais un monde comme les précédents traversés par des contradictions inter-impérialistes qui se résolvent par la guerre, un monde capitaliste qui « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. » Si la contradiction majeure pour la suprématie entre le monde occidental et les puissances émergentes se résout selon cette logique, les conséquences humaines sont difficilement imaginables et celles écologiques irréversibles.

La menace est réelle, le rapport entre force de guerre et force de paix est très défavorable en mobilisation et en moyens. Mais l'Histoire n'est jamais écrite, inverser la trajectoire dans laquelle le monde est engagé demande d'opposer l'utopie de la Paix à la réalité de la Guerre, énoncer cette nécessité, c'est souligner l'ampleur de la tâche.

Nils Andersson est ancien éditeur, coordinateur d'*Une autre ONU pour une autre monde* (Attac, Tribord, 2010), et a publié *Mémoire éclatée, de la décolonisation au déclin de l'Occident* (Éd. d'En Bas, 2016) et *Le capitalisme, c'est la guerre* (Éd. Terrasses, 2021)

²⁹ Jiefangjun Bao, 9 novembre 2022.